



## La COP 22 se déroule en Afrique : un symbole pour un continent et un espoir pour la justice climatique ?

Depuis le 7 novembre 2016 et jusqu'au 18, les Nations Unies reviennent au chevet du climat. La 22<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP 22) a lieu à Marrakech au Maroc. Il s'agit pour tous les Etats réunis d'établir comment l'Accord de Paris va concrètement être appliqué.

Depuis près d'un an, l'ACRF-Femmes en milieu rural le répète: le réchauffement climatique n'est pas un détail ni un problème accessoire, ni « une invention de la Chine » ! C'est un challenge incontournable pour notre génération et un obstacle vital pour l'avenir de l'Humanité. Nous devons relever ce défi avec toute notre pugnacité et notre détermination.

La COP 22 est une étape de plus sur le chemin, mais une étape, à nos yeux, déterminante puisqu'elle va donner des directions concrètes aux politiques mondiales et surtout élaborer un calendrier d'actions et d'investissements pour les Etats signataires.

Pour rappel : la société mondiale doit maintenir le réchauffement climatique global sous la barre des deux degrés Celsius. Ainsi que nous l'avons martelé tout au long de cette année 2016, le combat est serré. Plus le temps passe, moins nous avons de marges de manœuvre. A Paris, 192 pays ont signé l'Accord. A ce jour, 103 d'entre eux l'ont ratifié, dont heureusement les Etats-Unis.

L'ACRF-Femmes en milieu rural a interrogé les citoyens belges francophones sur leurs possibilités d'actions individuelles, citoyennes, politiques. Ils ne manquent pas d'idées que certains mettent depuis longtemps déjà en pratique, à leur rythme. A titre individuel, le belge mange moins de viande, consomme durable, local et de saison, diminue sa consommation d'énergie, limite ses déplacements polluants, isole sa maison, cultive proprement son jardin, répare et recycle. Mais il nous l'affirme haut et fort : il faut que le politique soutienne la population dans ses démarches volontaristes en misant notamment sur les énergies renouvelables, les transports en commun et l'aide aux petits agriculteurs. Il faut que les gouvernements encouragent les solidarités et luttent contre la finance dérégulée. Qu'ils résistent au lobbying forcené des multinationales. Et qu'il mesure la nécessité d'un front commun Nord-Sud dans ce combat.

Dans l'opinion publique se détache également l'idée que le pouvoir législatif n'est pas suffisamment créatif pour faire rempart aux intérêts économiques privés. La difficulté de voter massivement contre l'utilisation du glyphosate, alors que sa toxicité est prouvée, en est l'illustration parfaite, selon nos interlocuteurs.

Mesdames, Messieurs les politiciens et décideurs belges, vous voici réunis à Marrakech. Nous souhaitons que vous vous y distinguiez par une attitude clairvoyante sur les enjeux et pragmatique sur les décisions. Nous souhaitons que vous preniez en considération le fait que les toutes prochaines années sont cruciales et qu'il faut relever les ambitions à court terme de notre pays et de l'Union européenne pour 2020, 2025 et 2030.

Nous souhaitons que votre promesse de prévoir un financement de 50 millions d'euros additionnels dans la lutte contre le réchauffement soit tenue. Dans le même ordre d'idées, nous espérons que vous allez plaider pour la révision des contributions nationales, trop faibles aujourd'hui pour impulser une transition rapide dans les pays en développement. Il nous faut un plan financier international équitable, précis, contraignant qui respecte et mette en œuvre les principes de l'Accord de Paris. La présidence marocaine de cette COP 22 représente à elle seule un symbole et un espoir pour toute l'Afrique. Veillons à ne pas la décevoir.

Développer au maximum les domaines de compétences tournées vers l'économie bas carbone et rigoureusement inciter tous les secteurs (industrie, agriculture, transports...) à opérer la transition dans des délais raisonnables est impératif pour les pays riches. Transférer les technologies acquises à ceux qui subissent déjà de plein fouet les conséquences (les pays pauvres) l'est tout autant.

S'asseoir à la table des négociations de la Conférence pour le Climat doit rimer avec transparence, intégrité et collaboration. Le dialogue avec la société et les investissements financiers nécessaires doivent s'implémenter dans le respect des droits humains, dans un but de justice climatique.

En ouverture de la Conférence, le ministre marocain des Affaires étrangères a indiqué que le combat contre le réchauffement climatique était une question de « conscience », de « responsabilité collective », et de « civilisation ». Une intervention qui recadre l'enjeu de ce sommet COP 22 et le rôle des dirigeants politiques.

L'ACRF-Femmes en milieu rural



Une campagne de sensibilisation de l'ACRF-Femmes en milieu rural